

La ruée sur les encombrants, attisée par la crise, fragilise les systèmes de collecte

Particuliers et semi-professionnels sont de plus en plus nombreux à passer avant les camions municipaux, qui ne récupèrent plus que les déchets les moins faciles à valoriser ou à recycler

Chaque année, la ville de Paris récupère près de 90 000 tonnes d'objets encombrants. 43 000 canapés, 930 cuisinières, 4 600 lave-vaisselle... Un beau butin qui pourrait être bien plus fructueux. Effet de la crise ? Engouement pour la consommation durable ? Mode de la récup ? Particuliers et semi-professionnels sont de plus en plus nombreux à arpenter les rues avant même le passage des camions municipaux, à la recherche de trésors.

Résultat : certaines catégories de ces déchets non putrescibles qui, par leur volume ou leur poids, ne peuvent être pris en compte lors de la collecte ordinaire ont quasiment disparu. Au risque de fragiliser le modèle économique des dispositifs de ramassage. « *Le meuble en bon état n'arrive plus jusqu'à nos camions, explique-t-on à la direction de la Ville de Paris. On récupère essentiellement des choses qui ne sont pas utilisables, du rebut, des bouts, des trucs.* »

Ainsi selon les derniers chiffres disponibles, 86 % des objets encombrants collectés dans la capitale sont des déchets en mélange, difficiles à valoriser. Le reste se répartit entre le bois (5 %), les métaux (3 %), les déchets d'équipements électriques ou électroniques (2 %), les gravats (2 %) et le papier (1 %).

Dans l'agglomération de Rennes, c'est comme ailleurs surtout des matelas, des sommiers, des bouts de mobiliers en bois contre-plaqués qui échouent dans les ben-

« Sur le trottoir, les palettes de bois brut disparaissent très vite, de même que les métaux et le carton »

Fabien Robin

responsable du pôle collectes à Rennes Métropole

nes des camions de ramassage. En 2012, 596 tonnes d'encombrants ont été ramassés soit sur rendez-vous, soit lors d'opérations ponctuelles de collecte de proximité, soit sur des dépôts sauvages.

« *Sur le trottoir, les palettes de bois brut disparaissent très vite, de même que les métaux et le carton,* explique Fabien Robin, responsable pôle collectes à Rennes Métro-



Benoît Rousselle, chineur professionnel, le 10 octobre, à Antony. CORENTIN FOHLEN/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

pole. *Le bois peut être revendu facilement ou être utilisé pour se chauffer. Les métaux sont récupérés pour être vendus à des ferrailleurs.* »

La ville, qui avait mis en place un circuit de collecte hebdomadaire à heure fixe pour les cartons, s'est aperçue que ce matériel avait aussi la cote. « *Une grande partie du tonnage disparaissait. Des semi-professionnels se servaient avant que la société chargée du passage et rémunérée au poids ne passe,* poursuit M. Robin.

Sur le papier, la ruée sur les « monstres », autre nom donné aux objets encombrants, pourrait être vécue comme une aubaine. La diminution des tonnages récupérés devrait logiquement faire baisser les coûts de gestion des déchets pour les municipalités. Sur le terrain, la réalité est plus complexe. A Rennes Métropole, 30 % des déplacements pris sur rendez-vous pour récupérer des encombrants se révèlent infructueux, les biens ayant disparu à l'arrivée du camion. Un phénomène qui génère une perte de temps et des dépenses de fonctionnement inutiles.

Autre problème, les encombrants restants sont les moins valorisables et les plus difficiles à recycler. La communauté urbaine de

Lille, qui regroupe 85 communes, est responsable de leur collecte, soit 62 000 tonnes par an. Une nouvelle organisation a été mise en place afin de diminuer la prise en charge de ces déchets. « *Nous sommes en train de remplacer peu à peu le système de ramassage au porte-à-porte une fois par mois, qui a longtemps été la règle, par un système par prise de rendez-vous,* explique Denis Castelain, premier vice-président chargé de l'écologie urbaine à Lille Métropole.

Adopté actuellement par 39 communes de la communauté urbaine de Lille, ce nouveau fonctionnement donne de bien

Les villes cherchent des solutions en amont pour se débarrasser de leurs « monstres »

meilleurs résultats, notamment en termes de valorisation. 40 % d'entre eux sont désormais recyclés ou réutilisés, contre 10 % auparavant. « *Les personnes qui nous appellent doivent être présentes lors de l'enlèvement de leurs encombrants,* poursuit M. Castelain. *Cela*

évite que nos agents se déplacent pour rien. Cela permet aussi de faire un peu de pédagogie, sur la nature des objets qui rentrent dans ce cadre, sur les déchetteries existantes... »

Autre avantage de la prise de rendez-vous, elle diminue les problèmes de propreté urbaine. « *Nous avons, les jours d'encombrants, un passage incessant de personnes qui venaient récupérer tout ce qui avait un peu de valeur. Non seulement il nous restait les déchets les moins intéressants, mais surtout il y avait de nombreux restes éparpillés un peu partout qu'il fallait enlever,* explique Denis Castelain.

Face à la complexité du sujet, les villes cherchent des solutions en amont pour se débarrasser de leurs « monstres ». Nombreuses sont celles qui cherchent à valoriser l'apport volontaire, notamment en déchetterie, qui coûte deux fois moins cher que la récupération en porte-à-porte. Une solution qui priverait les chineurs de leur principale source d'approvisionnement. Si la récupération d'objets mis dans la rue est tout à fait légale, en revanche, dès lors qu'ils ne sont plus sur la voie publique, elle s'apparente à du vol. ■

CATHERINE ROLLOT

« Une cage à hamster mauve, ça se revend 10 euros »

« *ON A TOUJOURS BESOIN d'un saladier bleu.* » Benoît Rousselle a juste eu à se baisser pour trouver son bonheur. A 40 ans, ce vendeur dans un magasin de jouets, souriant et décontracté, trouve tout ce qu'il lui faut ou presque dans la rue. Une à trois fois par mois, il fait les encombrants dans le secteur d'Antony (Hauts-de-Seine).

Comme chaque fois qu'il part en tournée, Benoît Rousselle a soigné sa préparation. Un pantalon « *qui ne craint pas trop* », des gants, un paquet de lingettes, toujours une pièce d'identité dans la poche, « *au cas où* », le voilà prêt, en ce début de soirée, à se mettre en chasse. Avant de partir, le passionné, en vrai professionnel, a surligné sur un plan les rues concernées ce soir-là par la collecte des encombrants.

Il est 17 heures et le repérage peut commencer. Dans ce secteur pavillonnaire, les riverains peuvent déposer à partir de 18 heures les affaires dont ils ne veulent plus et qui seront récupérées par les services municipaux le lendemain matin. Certains sont en avance. Un petit tas d'assiettes soigneusement protégées git devant un

portail. Plus loin, une valise isolée. A quelques mètres, un poulailler voisine avec un DVD sur le mur de Berlin, un cadre et du bois... « *Le poulailler, il est nickel, si j'avais été plus près, je le ramenais,* regrette Benoît. Pas de chance, l'objet est volumineux et prendrait trop de place dans la voiture de l'ami qui l'accompagne ce soir-là.

La déception est de courte durée : avec ses yeux de lynx, Benoît a déjà repéré autre chose à quelques portails de là. « *Une cage à hamster mauve, ça, c'est de l'usuel, ça se revend 10 euros sans problème sur Leboncoin.* » S'il garde une partie de son butin pour son usage personnel, une autre partie est destinée à la vente sur Internet, après nettoyage et petite remise en état.

C'est lors d'une période de chômage que Benoît, qui a toujours aimé chiner, s'est aperçu que sa passion pouvait lui assurer un complément de revenus. « *En faisant ça intensivement, j'arrivais à gagner autour de 500 euros par mois,* explique-t-il. *Aujourd'hui, j'ai bien levé le pied, mais je me fais quand même entre 150 et 200 euros mensuels.* »

Il n'est pas le seul à connaître ce filon. Avec la crise, la concurrence entre récupérateurs s'est exacerbée et les prix de vente sur Internet ont baissé. « *Il y a énormément de monde sur ce marché : des particuliers comme moi, des brocanteurs, des ferrailleurs, des gens venus d'Europe de l'Est... Pour trouver quelque chose d'intéressant, il faut être le premier.* »

« Erreurs de récup »

Depuis une heure, un ballet incessant de véhicules sillonne la zone. « *Le camion bleu, c'est un brocanteur, explique Benoît. On retrouve toujours les mêmes, mais ce n'est pas une communauté. C'est à celui qui prendra le plus vite possible.* » Quelques particuliers fouillent les tas qui, au fil de la soirée, deviennent moins compacts. Tel cet homme qui a trouvé une vieille pendule en guise de trésor. « *Je vais voir si elle marche. Je fais ça par plaisir, j'entasse.* »

Au bas d'un immeuble, des étagères font l'affaire d'un jeune couple. Un gros canapé vert ne trouve sans doute pas preneur. « *Personne ne veut plus du mobilier comme ça, c'est invendable,* assu-

re Benoît qui, avec l'expérience, a acquis une connaissance hors pair des objets, qu'il entasse dans le grenier de sa maison.

L'homme est aussi devenu plus exigeant. « *Au début, je ramassais tout. Maintenant je sais faire la part des choses, je me laisse moins guider par mon affectif. Un Goldorak cassé, on n'en fait rien.* » Certains objets ne l'intéressent pas, comme les vêtements ou les livres. Jamais non plus de photos de famille, « *par respect, car j'aurais l'impression de prendre l'histoire des gens.* » Après trois ou quatre heures de maraude, Benoît a généralement son quota. « *On trouve toujours le trésor du jour, il est très rare que je rentre bredouille,* s'amuse-t-il.

Malgré son expérience, qu'il partage sur un blog créé il y a deux ans (trouve-retape-bricole-vend.com), le spécialiste n'est pas totalement à l'abri d'« *erreurs de récup* », comme ce palmier en plastique vert qui trône dans un coin de sa terrasse et qu'il déposera sur le trottoir, lors d'un prochain passage des encombrants dans sa rue. ■

C. RO.

M^{gr} Pontier critique le gouvernement sur la fin de vie et l'avortement

Le président de la Conférence des évêques de France dénonce une « modernité sans âme »

S'il s'est globalement inscrit dans les pas du pape François, en prônant davantage de « *solidarité* » et de « *fraternité* » ainsi qu'une « *répartition plus équitable des biens matériels* », le président de la conférence des évêques de France, Mgr Georges Pontier, a également profité de son « *message pour les fêtes de Noël et du Nouvel An* », publié le 24 décembre, pour évoquer divers sujets de société qui inquiètent les catholiques de France.

Dénonçant un « *individualisme multiforme et trompeur, symptôme d'une modernité sans âme* », l'archevêque de Marseille a clairement déploré les projets du gouvernement relatifs à la fin de vie et à l'avortement. « *Comment se fait-il qu'on en vienne à organiser et à légaliser l'acte d'un suicide, qui est un acte de désespoir?* », s'est-il interrogé, dans une allusion au récent avis d'un groupe de citoyens sur le suicide assisté et l'exception d'euthanasie, réuni par le Comité consultatif national d'éthique.

« *Ne peut-on pas réveiller et soutenir ce qu'il y a de meilleur : la capacité des médecins à soulager la douleur, la présence généreuse et aimante des familles et du personnel médical?* », a plaidé Mgr Pontier, en cohérence avec la doctrine de l'Eglise, qui défend tra-

ditionnellement l'amélioration des soins palliatifs.

Alors que le gouvernement espagnol, soutenu par la hiérarchie catholique, vient de limiter l'accès à l'avortement, Mgr Pontier a également regretté, côté français, « *un projet de modification de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse qui, loin de permettre aux femmes en détresse d'être laissées moins seules devant leur responsabilité face à la vie naissante, sont quasiment incitées à ne se poser aucune question quant à l'élimination de l'être qu'elles portent dans leur chair.* »

« Culture du déchet »

Là encore, les inquiétudes de Mgr Pontier sont classiques et sur la même ligne que celles du pape François. Mais depuis son élection, ce dernier a délibérément choisi d'évoquer ces questions dans des contextes particuliers, estimant que « *la position de l'Eglise était connue* ». En septembre, lors d'une assemblée de médecins catholiques, il les avait exhortés à refuser l'avortement, évoquant une « *culture du déchet* ».

Mercredi, lors de son premier message urbi et orbi, le pape François a insisté sur la situation dramatique en Syrie, en Irak et en République centrafricaine. ■

S. L. B.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Troussel (PS) fait alliance avec le PCF à La Courneuve

Le président PS du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, a renoncé à se présenter aux élections municipales de La Courneuve, ville symbole des communistes, annonçant mardi 24 décembre rejoindre la liste du sortant Gilles Poux (PCF). « *Ce qui l'a emporté, c'est la volonté de dépasser les clivages et les oppositions,* a déclaré à l'AFP M. Troussel, successeur de Claude Bartolone à la tête du conseil général de Seine-Saint-Denis, un département ancré à gauche où la campagne municipale aigüise les rivalités entre le PCF et le PS. Lors des dernières cantonales en 2011, M. Poux (32 % au premier tour) s'était retiré pour permettre l'élection de M. Troussel (47 %), alors que trois ans plus tôt, aux municipales de 2008, les deux hommes s'étaient affrontés jusqu'au second tour. M. Poux avait été élu avec 49 % des voix, contre 38 % à M. Troussel et 12 % pour l'UMP Kamel Hamza qui se représente en 2014. ■ (AFP.)

« A toutes et à tous, joyeuses fêtes de Noël »

François Hollande, dans son message de vœux aux Français publié sur le compte Twitter de l'Élysée, mercredi 25 décembre à 16 h 09, alors que des élus UMP lui reprochaient son silence. « *Le président a une pensée particulière pour ceux confrontés à la solitude ou à la maladie,* a ajouté le chef de l'Etat.

Paris L'UMP conteste le mode de financement de la salle philharmonique à La Villette

Le groupe UMP au Conseil de Paris a annoncé mardi 24 décembre qu'il souhaitait « *un contrôle de légalité étendu* » du préfet sur le budget 2014 de la ville, en raison de la « *dissimulation* » du coût de la Philharmonie, la grande salle en construction dans le 19^e arrondissement. La droite parisienne reproche à l'équipe municipale dirigée par Bertrand Delanoë (PS) d'avoir choisi un montage financier « *particulièrement coûteux* » pour régler sa part de 160 millions d'euros (environ la moitié du coût total). – (AFP.)

Bizutage L'étudiant blessé lors d'une intégration à l'Edhec de Lille se porte partie civile

L'étudiant de l'Edhec de Lille gravement blessé la nuit du 17 au 18 octobre lors d'une soirée d'intégration organisée par l'association Course-croisière s'est constitué partie civile, selon le Comité national contre le bizutage. Dans cette affaire, l'Edhec a prononcé deux exclusions définitives avec sursis probatoire contre deux étudiants et des blâmes à l'encontre de quatre autres participants à cette soirée. – (AFP.)

Logement Manifestation devant le ministère de l'intérieur contre les expulsions de squats

Une cinquantaine de militants pour le droit au logement se sont rassemblés mercredi 25 décembre, à Paris, à proximité du ministère de l'intérieur, pour demander l'arrêt des expulsions de squats et de bidonvilles, qui ne sont pas concernés par la trêve hivernale, en vigueur de début novembre à fin mars. L'association Droit au logement appelle à un rassemblement devant l'Assemblée nationale le 14 janvier, date de l'examen en deuxième lecture du projet de loi pour l'accès au logement et pour un urbanisme rénové de la ministre Cécile Duflot. – (AFP.)